

[Accueil](#)[Revenir à l'accueil](#)[Collection](#)[La correspondance croisée entre François Guizot et Dorothee de Lieven : 1836-1856](#)[Collection](#)[1849 \(19 Juillet - 14 novembre \) : François de retour en France, analyste ou acteur politique ?](#)[Item](#)[Val-Richer, Dimanche 19 août 1849, François Guizot à Dorothee de Lieven](#)

Val-Richer, Dimanche 19 août 1849, François Guizot à Dorothee de Lieven

Auteurs : Guizot, François (1787-1874)

Les folios

En passant la souris sur une vignette, le titre de l'image apparaît.

4 Fichier(s)

Les mots clés

[Diplomatie](#), [Politique](#), [Politique \(France\)](#), [Politique \(Italie\)](#), [Politique \(Vatican\)](#), [Politique extérieure](#)

Relations entre les lettres

Ce document n'a pas de relation indiquée avec un autre document du projet.□

Présentation

Date1849-08-19

GenreCorrespondance

Editeur de la ficheMarie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN
(Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle)

Information générales

LangueFrançais

CoteAN : 163 MI 42 AP Papiers Guizot Bobine Opérateur 11

Nature du documentLettre autographe

Supportcopie numérisée de microfilm

Etat général du documentBon

Localisation du documentArchives Nationales (Paris)

Transcription

Val Richer, Dimanche 19 août 1849

Sept heures

Vous trouvez la conduite du Pape insensée. Peut-être. Mais tenez pour certain que, s'il suit les conseils de MM. Od. Barrot et de Tocqueville, il se tue infailliblement,

lui et la Papauté. C'est là ce qu'on lui demande, car on lui demande de donner à Rome une Constitution, ou l'apparence d'une Constitution. Or en fait de Constitution, aujourd'hui, il n'y a plus de mensonge possible ; l'apparence, c'est bientôt la réalité, ou l'anarchie. Une constitution à Rome, c'est le Pape mort et Mazzini ressuscité. Les amis de Mazzini savaient très bien ce qu'ils faisaient quand ils ont assassiné Rossi. Je ne sais pas si Rossi serait devenu un grand homme, mais il était en train de le devenir. Lui aussi avant d'être à Rome Ambassadeur et Ministre, il avait cru et aspiré, là à une Constitution. Même pendant son Ambassade, j'ai souvent retrouvé dans ses lettres d'abord cette espérance, puis un désir sans espérance, puis un regret sans désir. Puis à la fin de son Ambassade, et surtout quand il est devenu Ministre du Pape, je suis convaincu qu'il ne croyait plus et qu'il ne tendait plus à une constitution romaine. Il voulait sérieusement avant tout, le maintien de la Papauté, la dernière grande chose de l'Italie comme il le disait à Grégoire XVI, et la chose nécessaire à l'Europe. Il avait compris que la Papauté et la constitution, le Pape coupé en deux, infaillible comme souverain spirituel, responsable et discuté tout le jour comme souverain temporel, cela était impossible. Rossi se détournait de cette chimère, et se mettait avec ardeur à une autre œuvre, à la réforme réelle, efficace, de la détestable administration romaine de ses abus de justice, de finances de police, de gouvernement intérieur subalterne, de petit et inintelligent népotisme. Il voulait donner, dans toutes ces affaires-là, satisfaction aux intérêts quotidiens de la population romaine, et une part de pouvoir, de pouvoir décisif à la portion, un peu riche et considérable, et laïque de cette population. Il y a deux choses impossibles aujourd'hui à Rome comme ailleurs ; l'une, qu'on prenne de l'argent à tort et à travers dans les poches du public qu'on dépense à tort et à travers l'argent pris dans les poches du public, qu'on juge à tort, et à travers les procès du public, qu'on ne paye pas ses dettes au public qu'il n'y ait point de sûreté sur les routes, point de réverbères dans les rues, des imbéciles et des fainéants dans les fonctions publiques ; l'autre, que toutes ces affaires-là, qui sont les affaires des familles qui sont le peuple, toutes les affaires civiles de la population laïque, soient, en réalité et en définitive entre les mains et sous l'influence des ecclésiastiques ; je dirais des prêtres si je voulais reproduire le sentiment qui s'attache aujourd'hui à ce mot, à cause de ce fait. Le Prince de Metternich dit, et m'a dit que le fait n'existait plus, que depuis 1831 l'administration civile Romaine avait été sécularisée et était entre les mains des laïques. M. de Metternich se trompe ; certains changements, il est vrai avaient été faits dans ce sens ; changements vains, pures apparences nominales et dilatoires. Le pouvoir efficace, définitif, dans l'administration civile comme ailleurs était toujours entre les mains du Clergé ; et les abus choquants, l'inertie insurmontable, l'incapacité ridicule de cette administration subsistaient toujours. Ce sont là les deux choses que Rossi voulait changer. Il voulait que l'administration civile des Etats Romains devînt réellement bonne, et que pour devenir bonne ; elle devînt essentiellement laïque. C'est dans les limites et vers ce but que de mon temps, je l'ai constamment ramené, et qu'il avait fini lui-même par se diriger positivement. Il croyait, et je croyais aussi que cela se pouvait faire en laissant intacte, non seulement la souveraineté spirituelle du Pape, mais sa souveraineté temporelle et en n'enlevant point, non seulement l'autorité souveraine dans l'Eglise mais le gouvernement politique de l'Eglise et des Etats Romains, au Pape et au grand régiment ecclésiastique, Cardinaux et autres, dont il est et dont il doit être entouré. Avais-je raison de croire cela possible ? Rossi a-t-il eu raison de l'entreprendre ? Il y a de quoi douter et discuter. La manie des constitutions, c'est-à-dire la manie d'appliquer partout, à tort et à travers dans les plus petits pays comme dans les

plus grands, les plus grosses, et plus fortes machines de gouvernement, cette manie stupide est devenue bien générale et bien intraitable. Ce n'est plus une question de bon gouvernement et de garantie pour les droits ou les intérêts réels des citoyens ; c'est une question de bruit et de vanité. Il faut que chaque état soit une salle de spectacle où tout le peuple soit tour à tour acteur ou spectateur et dont le plus souvent possible, le monde entier entende parler. Il se peut que la population Romaine, la population bruyante, et remuante qui entraîne ou annule le reste, veuille cela absolument, et que la meilleure et la plus laïque administration civile ne suffise pas à la contenter. Cependant je ne le crois pas. Je crois qu'avec l'adhésion claire et l'appui concerté des grands gouvernements européens, le Pape pourrait faire prévaloir cette politique là. Je crois en tout cas que c'est la seule à tenter, car c'est la seule qui ait des chances de succès. Hors de là, on alternera entre Mazzini et les petits abbés, deux pouvoirs également impossibles aujourd'hui et qui, l'un et l'autre, mènent Rome à sa ruine, et l'Europe à un perpétuel embarras. au sujet de Rome.

En voilà bien long, si long que je n'ai pas le temps de vous parler d'autre chose. Soyez tranquille ; je vous répète que je ne serai point de Conseil général. J'ai fait ce qu'il fallait pour cela. L'élection se fait aujourd'hui. C'est un conservateur de mes voisins M. Thiron, qui sera nommé. Adieu, Adieu. Adieu. Je vais faire ma toilette

Onze heures

Votre lettre est très intéressante, ne vous occupez pas de le sœur de Chopin. Elle a eu un passeport et est arrivée à Paris, une permission de six semaines. Adieu, adieu, adieu. G.

Citer cette page

Guizot, François (1787-1874), Val-Richer, Dimanche 19 août 1849, François Guizot à Dorothee de Lieven, 1849-08-19.

Marie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle).

Consulté le 28/11/2024 sur la plate-forme EMAN :

<https://eman-archives.org/Guizot-Lieven/items/show/3072>

Informations éditoriales

Date précise de la lettreDimanche 19 août 1849

DestinataireBenckendorf, Dorothee de (1785?-1857)

Lieu de destinationRichmond

DroitsMarie Dupond & Association François Guizot, projet EMAN (Thalim, CNRS-ENS-Sorbonne nouvelle). Licence Creative Commons Attribution - Partage à l'Identique 3.0.

Lieu de rédactionVal-Richer (France)

Notice créée par [Marie Dupond](#) Notice créée le 12/01/2022 Dernière modification le 18/01/2024

2420

M. Rich. Linnæus 19 Août 1849
Sept heures.

Vous trouvez la conduite du Pape
insensée. Peut-être. Mais tenez pour certain
que, s'il suit les conseils de Mm. de Barrot et
de Troquerville, il se tue infailliblement, lui
et la Papauté. C'est là ce qu'on lui demande,
car on lui demande de donner à Rome une
constitution, ou l'apparence d'une Constitution.
Or, en fait de Constitution, aujourd'hui, il n'y a
plus de mensonge possible; l'apparence, est
bientôt la réalité, ou l'anarchie. Une Consti-
-tution à Rome, c'est le Pape mort et Mazzini
ressuscité. Les amis de Mazzini savaient très
bien ce qu'ils faisoient quand ils ont assassiné
Rossi. Je ne sais pas si Rossi seroit devenu
un grand homme, mais il étoit en train de
le devenir. Lui aussi, avoit d'être à Rome
Ambassadeur ou Ministre, il avoit cru et
aspiré, là, à une Constitution. Même
pendant son Ambassade, j'ai souvent retrouvé
dans ses lettres, d'abord cette espérance, puis
un desir sans espérance, puis un regret sans
desir. Puis, à la fin de son Ambassade, et
surtout quand il est devenu Ministre du

Pape, je suis convaincu qu'il ne croyait plus, et
qu'il ne tenait plus à une constitution romaine.
Il voulait évidemment, avant tout, le maintien
de la Papauté, la dernière grande chose de
l'Italie, comme il le disait à Grégoire XVI, et
la chose nécessaire à l'Europe. Il avait compris
que la Papauté et la constitution, le Pape
coupé en deux, infailible comme Souverain
spirituel, responsable et discuté tout le jour
comme Souverain temporel, cela était impossible.
Il avait détourné de cette chimère et se
mettait avec ardeur à une autre œuvre, à
la réforme réelle, efficace, de la déplorable
administration Romaine, de ses abus, de
justice, de finances, de police, de gabelle, de
individus subalterne, de petit et inintelligent
népotisme. Il voulait donner dans toutes
ces affaires, la satisfaction aux intérêts
quotidiens de la population Romaine, et
une part de pouvoir, de pouvoir légitime,
à la portion un peu riche, et considérable,
et laïque, de cette population. Il y a
deux choses impossibles aujourd'hui, à Rome
comme ailleurs; l'une, qu'on prenne de
l'argent à tort et à travers dans les poches
du public, qu'on dépense à tort et à travers

l'argent pris dans les poches du public, qu'on jure
à tort et à travers les poches du public,
qu'on ne paye pas ses dettes au public, qu'on
n'y ait pris de sûreté sur les routes, sur
de réverbères, dans les rues, des imbécilles, et
des financiers dans les fonctions publiques;
l'autre, que toute, en affaires, la, qui sont
les affaires des familles, qui sont le peuple,
toutes les affaires civiles de la population
laïque, soient, en réalité et en définitive,
entre les mains et sous l'influence des ecclési-
astiques; je devrais des prières si je voulais
reproduire le sentiment qui s'attache aujourd'hui
à ce mot, à cause de ce fait. Le Prince de
Metternich dit, et m'a dit que le fait
n'existait plus, que depuis 1831 l'adminis-
tration civile Romaine avait été sécularisée
et était entre les mains des laïques. M.^{te} de
Metternich se trompe; certains changements,
il est vrai, avaient été faits dans ce sens;
changements vains, pures apparences, nominaux,
et dilatoires. Le pouvoir efficace, définitif,
dans l'administration civile comme ailleurs,
était toujours entre les mains du clergé;
et les abus choquans, l'inertie insurmontable,
l'incapacité ridicule de cette administration
subsistaient toujours. Ce sont là les deux

Cher- que Rossi veut changer. Il voulait
que l'administration civile des Etats Romains
devint réellement bonne, et que, pour devenir
bonne, elle devint essentiellement laïque.
C'est dans ce but et vers ce but que, de
mon tour, je l'ai constamment ramené, et
qui n'est point fini. Il croyait, et je croyais
aussi, que cela se pouvait faire en laissant
intacte, non seulement la souveraineté
spirituelle du Pape, mais sa souveraineté
temporelle, et en n'levant point, non
seulement l'autorité souveraine dans l'Eglise,
mais le gouvernement politique de l'Eglise
et des Etats Romains, au Pape et au
grand régime ecclésiastique, Cardinaux
et autres, dont il est, et dont il doit être
entouré.

Avoir-je raison de croire cela possible?
Rossi a-t-il eu raison de l'entreprendre?
Il y a de quoi douter et discuter. La
manière des constitutions, est-à-dire la
manière d'appliquer partout, à tort et à
travers, dans les plus petits pays comme
dans les plus grands, les plus grossiers et
plus forts, ma machine de gouvernement,

2427
cette machine stupide est devenue bien plus
et bien intractable, ce n'est plus une question
de bon gouvernement et de garantie pour les
droits ou les intérêts réels des citoyens; c'est une
question de bruit et de vanité. Il faut que
chaque Etat soit une salle de spectacle,
où tout le peuple soit tous à tous acteurs
ou spectateurs, et donc, le plus souvent possible,
le monde entier entende parler. Il se peut
que la population Romaine, la population
bruyante et remuante qui entraîne ou
permette le sort, veuille cela absolument,
et que la meilleure et la plus laïque
administration civile ne suffise pas à
la contenir. Cependant je ne le crois pas.
Je crois qu'avec l'adhésion claire et l'appui
concerté des grands gouvernements Européens,
le Pape pourrait faire prévaloir cette politique
là. Je crois en tout cas que c'est la seule
à tenter, car c'est la seule qui ait des
chances de succès. Hors de là, on alternera
entre Mazzini et les petits abbés, deux
pouvoirs également impossibles aujourd'hui,
et qui, l'un et l'autre, mènent Rome à la
ruine, et l'Europe à un perpétuel embarras
au sujet de Rome.

En voilà bien long, si long que je n'ai pas
le temps de vous parler d'autre chose. Soyez
tranquille ; je vous répète que je ne serai
point du Comité général. Thi fait ce qu'il
falloit pour cela. L'élection se fait aujourd'hui.
C'est un Conservateur de nos voisins, M^r Thiron,
qui sera nommé. Adieu. Adieu. Adieu. Je
vais faire ma toilette. ouz. huz

Votre lettre est très intéressante. Ne vous occupez
pas de la sœur de Chopin. Elle a eu un pampou et
est arrivée à Paris. une permission de six semaines.
Adieu, Adieu, Adieu. Z